



الجمهورية الجزائرية
الديمقراطية الشعبية

الجريدة الرسمية

اتفاقات دولية، قوانين، مراسيم
قرارات وآراء، مقررات، منشور، إعلانات وبلاغات

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

CONVENTIONS ET ACCORDS INTERNATIONAUX - LOIS ET DECRETS
ARRETES, DECISIONS, AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

(TRADUCTION FRANÇAISE)

| ABONNEMENT ANNUEL | Algérie Tunisie Maroc Libye Mauritanie | ETRANGER (Pays autres que le Maghreb) | DIRECTION ET REDACTION : SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT Abonnement et publicité : IMPRIMERIE OFFICIELLE 7, 9 et 13 Av. A. Benbarek-ALGER Tél : 65.18.15 à 17 - C.C.P. 3200-50 ALGER TELEX : 65 180 IMPOF DZ BADR : 060.300.0007 68/KG ETRANGER : (Compte devises) BADR : 060.320.0600 12 |
|----------------------|--|---|---|
| | 1 An | 1 An | |
| | Edition originale..... Edition originale et sa traduction | 1070,00 D.A 2140,00 D.A | 2675,00 D.A 5350,00 D.A (Frais d'expédition en sus) |

Edition originale, le numéro : 13,50 dinars. Edition originale et sa traduction, le numéro : 27,00 dinars.

Numéros des années antérieures : suivant barème. Les tables sont fournies gratuitement aux abonnés.

Prière de joindre la dernière bande pour renouvellement, réclamation, et changement d'adresse.

Tarif des insertions : 60,00 dinars la ligne.

SOMMAIRE**DECRETS**

| | |
|--|---|
| Décret présidentiel n° 2000-101 du 5 Safar 1421 correspondant au 9 mai 2000 portant création de la commission nationale de la réforme du système éducatif..... | 3 |
| Décret présidentiel n° 2000-102 du 5 Safar 1421 correspondant au 9 mai 2000 portant désignation des membres de la commission nationale de la réforme du système éducatif..... | 4 |
| Décret exécutif n° 2000-98 du 3 Safar 1421 correspondant au 7 mai 2000 modifiant la répartition par secteur des dépenses d'équipement de l'Etat pour 2000..... | 6 |
| Décret exécutif n° 2000-99 du 3 Safar 1421 correspondant au 7 mai 2000 portant virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère du tourisme et de l'artisanat..... | 6 |
| Décret exécutif n° 2000-100 du 3 Safar 1421 correspondant au 7 mai 2000 portant virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de la communication et de la culture..... | 7 |
| Décret exécutif n° 2000-103 du 5 Safar 1421 correspondant au 9 mai 2000 portant dissolution de l'institut national de formation supérieure en sciences et technologie du sport d'Alger..... | 7 |

ARRETES, DECISIONS ET AVIS**MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES LOCALES**

| | |
|--|----|
| Arrêté du 13 Dhou El Hidja 1420 correspondant au 19 mars 2000 portant délégation de signature à l'inspecteur général..... | 9 |
| Arrêté du 13 Dhou El Hidja 1420 correspondant au 19 mars 2000 portant délégation de signature au directeur général des transmissions nationales..... | 9 |
| Arrêté du 13 Dhou El Hidja 1420 correspondant au 19 mars 2000 portant délégation de signature au directeur général des libertés publiques et des affaires juridiques..... | 10 |
| Arrêté du 13 Dhou El Hidja 1420 correspondant au 19 mars 2000 portant délégation de signature au directeur de la vie associative..... | 10 |
| Arrêté du 13 Dhou El Hidja 1420 correspondant au 19 mars 2000 portant délégation de signature au directeur de l'état et de la circulation des personnes et des biens..... | 10 |
| Arrêté du 13 Dhou El Hidja 1420 correspondant au 19 mars 2000 portant délégation de signature au directeur du budget et de la comptabilité..... | 11 |
| Arrêté du 13 Dhou El Hidja 1420 correspondant au 19 mars 2000 portant délégation de signature au directeur des moyens généraux des infrastructures et de la maintenance..... | 11 |
| Arrêté du 13 Dhou El Hidja 1420 correspondant au 19 mars 2000 portant délégation de signature au directeur des personnels et de la gestion des carrières..... | 11 |
| Arrêté du 13 Dhou El Hidja 1420 correspondant au 19 mars 2000 portant délégation de signature au directeur des finances locales..... | 12 |
| Arrêtés du 13 Dhou El Hidja 1420 correspondant au 19 mars 2000 portant délégation de signature à des sous-directeurs..... | 12 |

MINISTERE DE L'HABITAT

| | |
|---|----|
| Arrêté interministériel du 17 Moharram 1421 correspondant au 22 avril 2000 portant révision des prix moyens de référence du m ² applicables pour la cession des biens immobiliers du secteur public mis en exploitation avant le 1er janvier 1981..... | 13 |
| Arrêté interministériel du 17 Moharram 1421 correspondant au 22 avril 2000 portant révision des prix de cession de référence du m ² applicables pour la cession du patrimoine immobilier public mis en exploitation après le 1er janvier 1981..... | 14 |

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'URBANISME

| | |
|--|----|
| Arrêté du 20 Dhou El Hidja 1420 correspondant au 26 mars 2000 relatif au barème de location de matériel applicable aux parcs à matériels des directions des travaux publics..... | 14 |
|--|----|

ANNONCES ET COMMUNICATIONS**BANQUE D'ALGERIE**

| | |
|---|----|
| Règlement n° 2000-02 du 27 Dhou El Hidja 1420 correspondant au 2 avril 2000 modifiant et complétant le règlement n° 93-01 du 3 janvier 1993 fixant les conditions de constitution de banque et d'établissement financier et d'installation de succursale de banque et d'établissement financier étranger..... | 18 |
| Décision n° 2000-02 du 25 Dhou El Hidja 1421 correspondant au 30 avril 2000 portant agrément d'une banque..... | 20 |

DECRETS

Décret présidentiel n° 2000-101 du 5 Safar 1421 correspondant au 9 mai 2000 portant création de la commission nationale de la réforme du système éducatif.

Le Président de la République,

Vu la Constitution, notamment ses articles 53, 65, 77 et 125 (alinéa 1er) ;

Décrète :

Article 1er. — Il est créé, sous la haute autorité du Président de la République, une commission nationale de la réforme du système éducatif, désignée ci-après "la commission".

Le siège de la commission est fixé à Alger. Elle peut se réunir, à l'initiative de son président, en tout autre lieu du territoire national.

CHAPITRE I

MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

Art. 2. — La commission est chargée de procéder, sur la base de critères scientifiques et pédagogiques, à une évaluation du système éducatif en place en vue d'établir un diagnostic qualifié, objectif et exhaustif de tous les éléments constitutifs du système d'éducation, de formation professionnelle et d'enseignement supérieur et d'étudier, en fonction de cette évaluation, une refonte totale et complète du système éducatif.

Art. 3. — La commission est, dans ce cadre, chargée de proposer un projet définissant les éléments constitutifs d'une nouvelle politique éducative comportant, notamment, une proposition de schéma directeur portant, d'une part, sur les principes généraux, les objectifs, les stratégies et les échéanciers de mise en œuvre graduelle de la nouvelle politique éducative et, d'autre part, sur l'organisation et l'articulation des sous-systèmes ainsi que l'évaluation des moyens humains, financiers et matériels à mettre en place.

Art. 4. — La commission présente, dans un délai de neuf (9) mois à compter de la date de son installation, les résultats de ses travaux sous forme d'un rapport général qui servira de base à la refonte du système éducatif dans son ensemble et à l'élaboration d'un nouveau dispositif légal régissant le système d'éducation et de formation.

Art. 5. — Dans le cadre de la démarche générale de sa mission, la commission étudiera et proposera, sur la base du diagnostic établi, dans un rapport circonstancié, les mesures qui lui apparaîtront nécessaires et urgentes applicables dans des domaines jugés prioritaires dès la rentrée qui suit la date de son installation.

Art. 6. — La commission est, dans le cadre de l'accomplissement de sa mission, habilitée à :

— demander aux administrations et organismes publics la communication de tous documents, études et informations statistiques ou autres, relatifs au système éducatif de nature à compléter son information ;

— recevoir toutes études en rapport avec ses missions ;

— entendre toute personne dont l'audition présente un intérêt pour la conduite de ses travaux ;

— faire appel à des experts et à des consultants nationaux ou étrangers ou relevant d'organisations internationales pour l'éclairer dans ses travaux.

CHAPITRE II

COMPOSITION ET ORGANISATION

Art. 7. — Les membres de la commission sont désignés par le Président de la République *intuitu personae* en raison de leur compétence, de leur expérience et de l'intérêt qu'ils portent au système d'éducation et de formation.

Art. 8. — La présidence de la commission est assurée par une personnalité nationale nommée par le Président de la République. Le président de la commission est assisté de quatre vice-présidents nommés dans les mêmes conditions.

Art. 9. — Le président de la commission assure l'animation et la coordination des travaux de la commission et de ses démembrements, exerce son autorité sur l'ensemble des personnels de soutien mis à la disposition de la commission, autorise le recours à l'expertise et à la consultation et certifie la réalisation des travaux y afférents.

Il représente la commission auprès des autorités compétentes.

Les vice-présidents assistent le président de la commission dans l'exercice de ses fonctions.

CHAPITRE III

FONCTIONNEMENT

Art. 10. — La commission se réunit en session ordinaire au moins une fois par mois. Elle peut se réunir en session extraordinaire à l'initiative de son président.

Le président fixe l'ordre du jour des réunions.

Art. 11. — Lors de sa première séance plénière, la commission élabore et adopte son règlement intérieur qui doit fixer les règles de son fonctionnement, la conduite de ses travaux ainsi que celles des sous-commissions et des groupes de travail.

Art. 12. — La commission peut créer en son sein des sous-commissions et/ou des groupes de travail auxquels elle fixe un plan de charge ainsi que l'échéancier de réalisation des travaux qui leur sont confiés.

Art. 13. — La commission est dotée d'un secrétariat permanent disposant des moyens humains, matériels et financiers nécessaires à son fonctionnement.

Art. 14. — Les crédits nécessaires au fonctionnement de la commission, notamment ceux relatifs à l'hébergement, à la restauration et au transport, sont individualisés et inscrits à l'indicatif des services de la Présidence de la République qui assurent la gestion pour le compte de la commission.

Les dispositions du présent article seront précisées par arrêté conjoint du secrétaire général de la Présidence de la République et du ministre des finances.

Art. 15. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 5 Safar 1421 correspondant au 9 mai 2000.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.

Décret présidentiel n° 2000-102 du 5 Safar 1421 correspondant au 9 mai 2000 portant désignation des membres de la commission nationale de la réforme du système éducatif.

Le Président de la République,

Vu la Constitution, notamment ses articles 53, 65, 77 et 125 (alinéa 1er) ;

Vu le décret présidentiel n° 2000-101 du 5 Safar 1421 correspondant au 9 mai 2000 portant création de la commission nationale de la réforme du système éducatif ;

Décète :

Article 1er. — La composition de la commission nationale de la réforme du système éducatif, créée par le décret présidentiel n° 2000-101 du 5 Safar 1421 correspondant au 9 mai 2000, susvisé, figure en annexe du présent décret.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 5 Safar 1421 correspondant au 9 mai 2000.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.

ANNEXE

LISTE DES MEMBRES DE LA COMMISSION NATIONALE DE LA REFORME DU SYSTEME EDUCATIF

Président :

Hadj Salah
Abderrahmane

Vice-présidents :

Benzaghoul Benali
Messaoudi Khalida
Hadjar Tahar
Haraoubia Brahim

Membres :

Abbassi Brahim
Abbas Leïla
Abed Yamina
Abdelouahab
Abderrahmane
Abdenmour Azedine
Achour Mouloud
Adel Abderrezak
Alioua Larbi
Allab Daho
Aloui Belkacem
Amir Mohamed
Amimour Zineb

Arrada Moussa
Arous Zoubir
Athmani Rachid
Attatfa Djillali
Azzout Belkacem
Bakri Abdelkrim
Barkat Mourad
Bekada Mohammed
Belabid Ali
Bennadji Chérif
Benhacine Brahim
Benahliliba Mohamed
Bendjaballah Nouredine
Bendib Ahmed
Benmiloud Khaled
Ben Mohamed
Abdelkader
Benmouhoub Ahmed
Abdelmouneïn
Benouniche Abdelhak
Bennoune Mahfoud

| | | | |
|--------------------------------|-----------------------------|------------------------|------------------------|
| Benramdane Farid | Chenini Habib | Hellal Farida | Mokrane Abdelhafidh |
| Benramdane Noureddine | Cherhabil Hocine | Hellal Yamina | Ouar Othman |
| Benyaou Abdelmadjid | Chikhi Ali | Henni Khadidja | Ouibrahim Elies |
| Berchiche Ali Abdelhamid | Chitour Cemche Eddine | Henni Abdelkader | Oussaïd Rachid |
| Bernaoui Omar | Daha Abderrahmane | Ibrir Bachir | Rahmouni Akli |
| Berrah Abdelaziz | Dellidj Josette | Kara Terki Safia | Rekibi Abdellah |
| Berrah Mounir Khaled | Dennequeouch Abdellah | Kazi Fatiha | Remaoun Nouria |
| Bouamrane Cheikh | Derder Boualem | Kheddache Ouahiba | Remaoun Hassan |
| Bouayad Debbagh Sidi Mohamed | Djahdou Mohamed | Khendek Mohamed Arezki | Saadoun Saadia |
| Bouchenaki Louisa | Djaout Ahmed | Kerkeb Farida | Sadani Mohamed Tayeb |
| Bouchene Abderrahmane | Djari Djaouida | Khedoussi Rabah | Saïdi Hamouda |
| Boudali Benyahia | Djedi Noureddine | Khelladi Abdelkader | Sahraoui Khelifa |
| Boudiaf Abdelaziz Ben Belkacem | Djenkal Ameziane | Khellaf Braham | Salah Noureddine |
| Boudiaf Abdelaziz Ben Brahim | Djeradi Aïssa | Khemmar Farida | Seddiki Ali |
| Boudjemline Zohra Ghania | Driader Abdelkader | Kouini Abdelkader | Seghouani Achour |
| Boudjedra Rachid | Dourari Abderrazak | Labidi Djamel | Siafa Mounira |
| Bouhouche Ammar | El Kebir Fatima Zohra | Lagha Hacène | Skander Omar |
| Boukhatem El Hadj | Ferfera Mohamed Yassine | Laggoune El Oualid | Soufi Menouar |
| Boukhetala Kamal | Ferroukhi Djamel | Lakhdar Bagdad | Tayebi Larbi Salima |
| Boulkamh Abdelmadjid | Greffou Malika | Lamrani Mohamed | Tayeb Mohand Larbi |
| Boumahrat Mohamed | Ghalem Mohamed | Lardjane Nouria | Taleb Ibrahimi Khaoula |
| Boumaza Larbi | Guehria Laïdoudi Achoura | Madani Faïda | Taleb Mourad |
| Boumgchar Leïla | Guita Moncef | Makaci Salah | Tatah Boualem |
| Boumezourah Makhoulf | Haddab Mustapha | Malti Mohiédinne Kemal | Touahria Abderrahmane |
| Bourouba Nouar | Hadj Youcef Djamel | Maougal Lakhdar | Toualbi Noureddine |
| Bourouina Yaya | Haminna Amar | Mana Ali | Tounsi Aïssa |
| Bousseme Aïssa | Hamidouche Mohand Ouramdane | Mehdioui Hacène | Yahiatene Mohammed |
| Boussoumah Mohamed | Harbi Assia | Merabet Messaouda | Zaïche Mohammed |
| Bouziane Mohamed | Hebia Saïd | Messaoudi El Haoues | Zellal Nacira |
| Bouزيد Abdelkrim | | Mila Tahar | Zerhouni Tahar |
| Cherrad Yasmina | | | Zeribi Nadhir |

**Décret exécutif n° 2000-98 du 3 Safar 1421
correspondant au 7 mai 2000 modifiant la
répartition par secteur des dépenses
d'équipement de l'Etat pour 2000.**

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 88-02 du 12 janvier 1988 relative à la planification ;

Vu la loi n° 99-11 du 15 Ramadhan 1420 correspondant au 23 décembre 1999 portant loi de finances pour 2000 ;

Vu le décret exécutif n° 98-227 du 19 Rabie El Aouel 1419 correspondant au 13 juillet 1998 relatif aux dépenses d'équipement de l'Etat ;

Décète :

Article 1er. — Il est annulé sur l'exercice 2000, un crédit de paiement d'un milliard trois cent cinquante quatre millions de dinars (1.354.000.000 DA) et une autorisation de programme de deux milliards huit cent millions de dinars (2.800.000.000 DA), applicables aux dépenses à caractère définitif (prévus par la loi n° 99-11 du 15 Ramadhan 1420 correspondant au 23 décembre 1999 portant loi de finances pour 2000), conformément au tableau "A" annexé au présent décret.

Art. 2. — Il est ouvert sur l'exercice 2000, un crédit de paiement d'un milliard trois cent cinquante quatre millions de dinars (1.354.000.000 DA) et une autorisation de programme de deux milliards huit cent millions de dinars (2.800.000.000 DA), applicables aux dépenses à caractère définitif (prévus par la loi n° 99-11 du 15 Ramadhan 1420 correspondant au 23 décembre 1999 portant loi de finances pour 2000), conformément au tableau "B" annexé au présent décret.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 Safar 1421 correspondant au 7 mai 2000.

Ahmed BENBITOUR.

ANNEXE

Tableau "A" – concours définitifs.

(En Milliers de DA)

| SECTEURS | Montants annulés | |
|--|------------------|------------------|
| | C.P. | A.P. |
| Mines et énergie (Electrification rurale) | 100.000 — | — — |
| Provision pour dépenses imprévues | 1.254.000 | 2.800.000 |
| TOTAL | 1.354.000 | 2.800.000 |

Tableau "B" – concours définitifs.

(En Milliers de DA)

| SECTEURS | Montants ouverts | |
|---|----------------------|------------------|
| | C.P. | A.P. |
| Mines et énergie (Electrification rurale) | 100.000 (100.000) | — — |
| Services productifs | 54.000 | 61.000 |
| Infrastructures économiques et administratives | 1.200.000 | 2.739.000 |
| TOTAL | 1.354.000 | 2.800.000 |

**Décret exécutif n° 2000-99 du 3 Safar 1421
correspondant au 7 mai 2000 portant virement
de crédits au sein du budget de fonctionnement
du ministère du tourisme et de l'artisanat.**

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 99-11 du 15 Ramadhan 1420 correspondant au 23 décembre 1999 portant loi de finances pour 2000 ;

Vu le décret exécutif n° 2000-28 du 10 Chaoual 1420 correspondant au 16 janvier 2000 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2000, au ministre du tourisme et de l'artisanat ;

Décrète :

Article 1er. — Il est annulé sur 2000, un crédit de deux millions deux cent cinquante mille dinars (2.250.000 DA), applicable au budget de fonctionnement du ministère du tourisme et de l'artisanat et au chapitre n° 43-02 "Administration centrale — Manifestations artisanales".

Art. 2. — Il est ouvert sur 2000 un crédit de deux millions deux cent cinquante mille dinars (2.250.000 DA), applicable au budget de fonctionnement du ministère du tourisme et de l'artisanat et au chapitre n° 34-90 "Administration centrale — Parc automobile".

Art. 3. — Le ministre des finances et le ministre du tourisme et de l'artisanat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 Safar 1421 correspondant au 7 mai 2000.

Ahmed BENBITOUR.

★

Décret exécutif n° 2000-100 du 3 Safar 1421 correspondant au 7 mai 2000 portant virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de la communication et de la culture

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 99-11 du 15 Ramadhan 1420 correspondant au 23 décembre 1999 portant loi de finances pour 2000 ;

Vu le décret exécutif n° 2000-13 du 10 Chaoual 1420 correspondant au 16 janvier 2000 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2000, au ministre de la communication et de la culture ;

Décrète :

Article 1er. — Il est annulé sur 2000, un crédit de trois millions quatre cent mille dinars (3.400.000 DA), applicable au budget de fonctionnement du ministère de la communication et de la culture et au chapitre n° 36-10 "Subventions aux musées nationaux".

Art. 2. — Il est ouvert sur 2000, un crédit de trois millions quatre cent mille dinars (3.400.000 DA), applicable au budget de fonctionnement du ministère de la communication et de la culture et au chapitre n° 34-90 "Administration centrale - Parc automobile".

Art. 3. — Le ministre des finances et le ministre de la communication et de la culture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 Safar 1421 correspondant au 7 mai 2000.

Ahmed BENBITOUR.

★

Décret exécutif n° 2000-103 du 5 Safar 1421 correspondant au 9 mai 2000 portant dissolution de l'institut national de formation supérieure en sciences et technologie du sport d'Alger.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de la jeunesse et des sports,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990 portant loi domaniale ;

Vu la loi n° 90-31 du 4 décembre 1990 relative aux associations ;

Vu l'ordonnance n° 95-09 du 25 Ramadhan 1415 correspondant au 25 février 1995 relative à l'orientation, à l'organisation et au développement du système national de culture physique et sportive;

Vu le décret n° 85-243 du 1er octobre 1985 portant statut type des instituts nationaux de formation supérieure;

Vu le décret présidentiel n° 99-299 du 15 Ramadhan 1420 correspondant au 23 décembre 1999 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 99-300 du 16 Ramadhan 1420 correspondant au 24 décembre 1999 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-183 du 16 juin 1990 érigeant l'école de formation des cadres de la jeunesse d'Aïn Benian en institut national de formation supérieure en sciences et technologie du sport;

Vu le décret exécutif n° 91-454 du 23 novembre 1991 fixant les conditions et modalités d'administration et de gestion des biens du domaine privé et du domaine public de l'Etat;

Vu le décret exécutif n° 91-455 du 23 novembre 1991 relatif à l'inventaire des biens du domaine national;

Vu le décret exécutif n° 92-169 du 25 Chaoual 1412 correspondant au 28 avril 1992 érigeant l'institut de technologie du sport d'Alger en institut national de formation supérieure en sciences et technologie du sport d'Alger;

Décète :

Article 1er. — L'institut national de formation supérieure en sciences et technologie du sport d'Alger régi par les dispositions du décret exécutif n° 92-169 du 28 avril 1992 susvisé, est dissous.

Art. 2. — La dissolution prévue à l'article 1er ci-dessus emporte :

1°) Le transfert à l'institut national de formation supérieure en sciences et technologie du sport d'Aïn Benian, des étudiants en cours de formation au sein de l'institut national de formation supérieure en sciences et technologie du sport d'Alger et des enseignants et personnels pédagogiques ainsi que des biens meubles, moyens, droits et obligations liés à la formation de ces étudiants.

2°) Le transfert des biens meubles restants et de l'ensemble des biens immeubles de l'institut national de formation supérieure en sciences et technologie du sport d'Alger au ministère de la jeunesse.

Art. 3. — Le redéploiement des personnels administratifs, techniques et de service liés au fonctionnement et à la gestion de l'ensemble des structures et moyens de l'institut national de formation supérieure en sciences et technologie du sport d'Alger est assuré par le ministère de la jeunesse et des sports.

Les droits et obligations des personnels concernés demeurent régis par les dispositions légales statutaires ou contractuelles qui les régissent à la date de dissolution.

Art. 4. — Les postes budgétaires des personnels prévus à l'article 3 ci-dessus et les crédits y afférents demeurent acquis à l'indicatif de l'administration chargée de la jeunesse et des sports.

Art. 5. — Le transfert prévu à l'article 2 ci-dessus donne lieu :

a) à l'établissement :

1) d'un inventaire qualitatif, quantitatif et estimatif dressé conformément aux lois et règlements en vigueur par une commission *ad hoc* dont la composition est fixée par arrêté conjoint du ministre de la jeunesse et des sports et du ministre des finances.

L'inventaire prévu à l'alinéa ci-dessus est approuvé par arrêté conjoint du ministre de la jeunesse et des sports et du ministre des finances.

2) d'un bilan de clôture contradictoire portant sur les moyens et indiquant la valeur des éléments du patrimoine appartenant à l'institut.

b) à la définition :

— des procédures de communication des informations et documents se rapportant à l'objet du transfert prévu à l'article 2 ci-dessus.

Art. 6. — Les dispositions du décret exécutif n° 92-169 du 28 avril 1992 susvisé sont abrogées.

Art. 7. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 5 Safar 1421 correspondant au 9 mai 2000.

Ahmed BENBITOUR.

ARRETES, DECISIONS ET AVIS

MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES LOCALES

Arrêté du 13 Dhou El Hidja 1420 correspondant au 19 mars 2000 portant délégation de signature à l'inspecteur général.

Le ministre de l'intérieur et des collectivités locales,

Vu le décret présidentiel n° 99-300 du 16 Ramadhan 1420 correspondant au 24 décembre 1999 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 94-248 du 2 Rabie El Aouel 1415 correspondant au 10 août 1994, modifié et complété, portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur, des collectivités locales, de l'environnement et de la réforme administrative ;

Vu le décret exécutif n° 99-301 du 21 Ramadhan 1420 correspondant au 29 décembre 1999 autorisant les membres du Gouvernement à déléguer leur signature ;

Vu le décret exécutif du 26 Dhou El Hidja 1417 correspondant au 3 mai 1997 portant nomination de M. Abdelkader Attaf en qualité d'inspecteur général au ministère de l'intérieur, des collectivités locales et de l'environnement ;

Arrête :

Article 1er. — Dans la limite de ses attributions, délégation est donnée à M. Abdelkader Attaf, inspecteur général, à l'effet de signer au nom du ministre de l'intérieur et des collectivités locales, tous actes et décisions, à l'exclusion des arrêts.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 Dhou El Hidja 1420 correspondant au 19 mars 2000.

Noureddine ZERHOUNI dit Yazid.

Arrêté du 13 Dhou El Hidja 1420 correspondant au 19 mars 2000 portant délégation de signature au directeur général des transmissions nationales.

Le ministre de l'intérieur et des collectivités locales,

Vu le décret présidentiel n° 99-300 du 16 Ramadhan 1420 correspondant au 24 décembre 1999 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 94-248 du 2 Rabie El Aouel 1415 correspondant au 10 août 1994, modifié et complété, portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur, des collectivités locales, de l'environnement et de la réforme administrative ;

Vu le décret exécutif n° 95-95 du 21 Chaoual 1415 correspondant au 25 mars 1995, modifié et complété, portant organisation de la direction générale des transmissions nationales ;

Vu le décret exécutif n° 99-301 du 21 Ramadhan 1420 correspondant au 29 décembre 1999 autorisant les membres du Gouvernement à déléguer leur signature ;

Vu le décret exécutif du Aouel Dhou El Kaada 1419 correspondant au 17 février 1999 portant nomination de M. Boualem Feraoun en qualité de directeur général des transmissions nationales ;

Arrête :

Article 1er. — Dans la limite de ses attributions, délégation est donnée à M. Boualem Feraoun, directeur général des transmissions nationales, à l'effet de signer au nom du ministre de l'intérieur et des collectivités locales, tous actes et décisions, y compris les arrêts individuels, les ordres de paiement ou de virement, les délégations de crédits, les lettres d'avis d'ordonnancement, les pièces justificatives de dépenses et les ordres de recettes.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 Dhou El Hidja 1420 correspondant au 19 mars 2000.

Noureddine ZERHOUNI dit Yazid.

Arrêté du 13 Dhou El Hidja 1420 correspondant au 19 mars 2000 portant délégation de signature au directeur général des libertés publiques et des affaires juridiques.

Le ministre de l'intérieur et des collectivités locales,

Vu le décret présidentiel n° 99-300 du 16 Ramadhan 1420 correspondant au 24 décembre 1999 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 94-248 du 2 Rabie El Aouel 1415 correspondant au 10 août 1994, modifié et complété, portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur, des collectivités locales de l'environnement et de la réforme administrative ;

Vu le décret exécutif n° 99-301 du 21 Ramadhan 1420 correspondant au 29 décembre 1999 autorisant les membres du Gouvernement à déléguer leur signature ;

Vu le décret exécutif du 17 Rabie Ethani 1417 correspondant au 1er septembre 1996 portant nomination de M. Abdelkader Belhadj en qualité de directeur général des libertés publiques et des affaires juridiques au ministère de l'intérieur, des collectivités locales et de l'environnement ;

Arrête :

Article 1er. — Dans la limite de ses attributions, délégation est donnée à M. Abdelkader Belhadj, directeur général des libertés publiques et des affaires juridiques, à l'effet de signer au nom du ministre de l'intérieur et des collectivités locales, tous actes individuels et réglementaires et décisions, à l'exclusion des arrêts.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 Dhou El Hidja 1420 correspondant au 19 mars 2000.

Noureddine ZERHOUNI dit Yazid.

Arrêté du 13 Dhou El Hidja 1420 correspondant au 19 mars 2000 portant délégation de signature au directeur de la vie associative.

Le ministre de l'intérieur et des collectivités locales,

Vu le décret présidentiel n° 99-300 du 16 Ramadhan 1420 correspondant au 24 décembre 1999 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 94-248 du 2 Rabie El Aouel 1415 correspondant au 10 août 1994, modifié et complété, portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur, des collectivités locales, de l'environnement et de la réforme administrative ;

Vu le décret exécutif n° 99-301 du 21 Ramadhan 1420 correspondant au 29 décembre 1999 autorisant les membres du Gouvernement à déléguer leur signature ;

Vu le décret exécutif du 27 Joumada Ethania 1415 correspondant au 1er décembre 1994 portant nomination de M. Brahim Lakrouf en qualité de directeur de la vie associative au ministère de l'intérieur, des collectivités locales, de l'environnement et de la réforme administrative ;

Arrête :

Article 1er. — Dans la limite de ses attributions, délégation est donnée à M. Brahim Lakrouf directeur de la vie associative, à l'effet de signer au nom du ministre de l'intérieur et des collectivités locales, tous actes et décisions, à l'exclusion des arrêts.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 Dhou El Hidja 1420 correspondant au 19 mars 2000.

Noureddine ZERHOUNI dit Yazid.



Arrêté du 13 Dhou El Hidja 1420 correspondant au 19 mars 2000 portant délégation de signature au directeur de l'état et de la circulation des personnes et des biens.

Le ministre de l'intérieur et des collectivités locales,

Vu le décret présidentiel n° 99-300 du 16 Ramadhan 1420 correspondant au 24 décembre 1999 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 94-248 du 2 Rabie El Aouel 1415 correspondant au 10 août 1994, modifié et complété, portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur, des collectivités locales, de l'environnement et de la réforme administrative ;

Vu le décret exécutif n° 99-301 du 21 Ramadhan 1420 correspondant au 29 décembre 1999 autorisant les membres du Gouvernement à déléguer leur signature ;

Vu le décret exécutif du 2 Rajab 1417 correspondant au 2 novembre 1996 portant nomination de M. Mohamed Akli Akretche en qualité de directeur de l'état et de la circulation des personnes et des biens au ministère de l'intérieur, des collectivités locales et de l'environnement ;

Arrête :

Article 1er. — Dans la limite de ses attributions, délégation est donnée à M. Mohamed Akli Akretche, directeur de l'état et de la circulation des personnes et des biens, à l'effet de signer au nom du ministre de l'intérieur et des collectivités locales, tous actes et décisions, à l'exclusion des arrêts.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 Dhou El Hidja 1420 correspondant au 19 mars 2000.

Noureddine ZERHOUNI dit Yazid.



Arrêté du 13 Dhou El Hidja 1420 correspondant au 19 mars 2000 portant délégation de signature au directeur du budget et de la comptabilité.

Le ministre de l'intérieur et des collectivités locales,

Vu le décret présidentiel n° 99-300 du 16 Ramadhan 1420 correspondant au 24 décembre 1999 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 94-248 du 2 Rabie El Aouel 1415 correspondant au 10 août 1994, modifié et complété, portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur, des collectivités locales, de l'environnement et de la réforme administrative ;

Vu le décret exécutif n° 99-301 du 21 Ramadhan 1420 correspondant au 29 décembre 1999 autorisant les membres du Gouvernement à déléguer leur signature ;

Vu le décret exécutif du 27 Joumada Ethania 1415 correspondant au 1er décembre 1994 portant nomination de M. Si Mohamed Salah Si Ahmed en qualité de directeur du budget et de la comptabilité au ministère de l'intérieur, des collectivités locales, de l'environnement et de la réforme administrative ;

Arrête :

Article 1er. — Dans la limite de ses attributions, délégation est donnée à M. Si Mohamed Salah Si Ahmed directeur du budget et de la comptabilité, à l'effet de signer au nom du ministre de l'intérieur et des collectivités locales, tous actes et décisions, y compris les ordres de paiement ou virement, les délégations de crédits, les lettres d'avis d'ordonnancement, les pièces justificatives de dépenses et les ordres de recettes.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 Dhou El Hidja 1420 correspondant au 19 mars 2000.

Noureddine ZERHOUNI dit Yazid.

Arrêté du 13 Dhou El Hidja 1420 correspondant au 19 mars 2000 portant délégation de signature au directeur des moyens généraux des infrastructures et de la maintenance.

Le ministre de l'intérieur et des collectivités locales,

Vu le décret présidentiel n° 99-300 du 16 Ramadhan 1420 correspondant au 24 décembre 1999 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 94-248 du 2 Rabie El Aouel 1415 correspondant au 10 août 1994, modifié et complété, portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur, des collectivités locales, de l'environnement et de la réforme administrative ;

Vu le décret exécutif n° 99-301 du 21 Ramadhan 1420 correspondant au 29 décembre 1999 autorisant les membres du Gouvernement à déléguer leur signature ;

Vu le décret exécutif du 17 Rabie Ethani 1417 correspondant au 1er septembre 1996 portant nomination de M. Naoui Kharchi, en qualité de directeur des moyens généraux, des infrastructures et de la maintenance au ministère de l'intérieur, des collectivités locales et de l'environnement ;

Arrête :

Article 1er. — Dans la limite de ses attributions, délégation est donnée à M. Naoui Kharchi, directeur des moyens généraux, des infrastructures et de la maintenance, à l'effet de signer au nom du ministre de l'intérieur et des collectivités locales, tous actes et décisions, à l'exclusion des arrêtés.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 Dhou El Hidja 1420 correspondant au 19 mars 2000.

Noureddine ZERHOUNI dit Yazid.



Arrêté du 13 Dhou El Hidja 1420 correspondant au 19 mars 2000 portant délégation de signature au directeur des personnels et de la gestion des carrières.

Le ministre de l'intérieur et des collectivités locales,

Vu le décret présidentiel n° 99-300 du 16 Ramadhan 1420 correspondant au 24 décembre 1999 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 94-248 du 2 Rabie El Aouel 1415 correspondant au 10 août 1994, modifié et complété, portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur, des collectivités locales, de l'environnement et de la réforme administrative ;

Vu le décret exécutif n° 99-301 du 21 Ramadhan 1420 correspondant au 29 décembre 1999 autorisant les membres du Gouvernement à déléguer leur signature ;

Vu le décret exécutif du 27 Joumada Ethania 1415 correspondant au 1er décembre 1994 portant nomination de M. Abdelaziz Amokrane, en qualité de directeur des personnels et de la gestion des carrières au ministère de l'intérieur, des collectivités locales, de l'environnement et de la réforme administrative ;

Arrête :

Article 1er. — Dans la limite de ses attributions, délégation est donnée à M. Abdelaziz Amokrane, directeur des personnels et de la gestion des carrières, à l'effet de signer au nom du ministre de l'intérieur et des collectivités locales, tous actes et décisions, à l'exclusion des arrêtés.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 Dhou El Hidja 1420 correspondant au 19 mars 2000.

Noureddine ZERHOUNI dit Yazid.



Arrêté du 13 Dhou El Hidja 1420 correspondant au 19 mars 2000 portant délégation de signature au directeur des finances locales.

Le ministre de l'intérieur et des collectivités locales,

Vu le décret présidentiel n° 99-300 du 16 Ramadhan 1420 correspondant au 24 décembre 1999 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 94-248 du 2 Rabie El Aouel 1415 correspondant au 10 août 1994, modifié et complété, portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur, des collectivités locales, de l'environnement et de la réforme administrative ;

Vu le décret exécutif n° 99-301 du 21 Ramadhan 1420 correspondant au 29 décembre 1999 autorisant les membres du Gouvernement à déléguer leur signature ;

Vu le décret exécutif du Aouel Rajab 1418 correspondant au 2 novembre 1997 portant nomination de M. Ahmed Bouachiba en qualité de directeur des finances locales au ministère de l'intérieur, des collectivités locales et de l'environnement ;

Arrête :

Article 1er. — Dans la limite de ses attributions, délégation est donnée à M. Ahmed Bouachiba, directeur des finances locales, à l'effet de signer au nom du ministre de l'intérieur et des collectivités locales, tous actes et décisions, à l'exclusion des arrêtés.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 Dhou El Hidja 1420 correspondant au 19 mars 2000.

Noureddine ZERHOUNI dit Yazid.



Arrêtés du 13 Dhou El Hidja 1420 correspondant au 19 mars 2000 portant délégation de signature à des sous-directeurs.

Le ministre de l'intérieur et des collectivités locales,

Vu le décret présidentiel n° 99-300 du 16 Ramadhan 1420 correspondant au 24 décembre 1999 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 94-248 du 2 Rabie El Aouel 1415 correspondant au 10 août 1994, modifié et complété, portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur, des collectivités locales, de l'environnement et de la réforme administrative ;

Vu le décret exécutif n° 99-301 du 21 Ramadhan 1420 correspondant au 29 décembre 1999 autorisant les membres du Gouvernement à déléguer leur signature ;

Vu le décret exécutif du 1er février 1992 portant nomination de M. Abdelkader Chihani en qualité de sous-directeur du contentieux au ministère de l'intérieur, des collectivités locales et de l'environnement ;

Arrête :

Article 1er. — Dans la limite de ses attributions, délégation est donnée à M. Abdelkader Chihani, sous-directeur du contentieux, à l'effet de signer au nom du ministre de l'intérieur et des collectivités locales, tous actes et décisions, à l'exclusion des arrêtés.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 Dhou El Hidja 1420 correspondant au 19 mars 2000.

Noureddine ZERHOUNI dit Yazid.

Le ministre de l'intérieur et des collectivités locales,

Vu le décret présidentiel n° 99-300 du 16 Ramadhan 1420 correspondant au 24 décembre 1999 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 94-248 du 2 Rabie El Aouel 1415 correspondant au 10 août 1994, modifié et complété, portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur, des collectivités locales, de l'environnement et de la réforme administrative ;

Vu le décret exécutif n° 99-301 du 21 Ramadhan 1420 correspondant au 29 décembre 1999 autorisant les membres du Gouvernement à déléguer leur signature ;

Vu le décret exécutif du 2 novembre 1991 portant nomination de M. Mohamed Achour Roumane, en qualité de sous-directeur de la comptabilité au ministère de l'intérieur, des collectivités locales et de l'environnement ;

Arrête :

Article 1er. — Dans la limite de ses attributions, délégation est donnée à M. Mohamed Achour Roumane, sous-directeur de la comptabilité, à l'effet de signer au nom du ministre de l'intérieur et des collectivités locales, tous actes et décisions y compris les ordres de paiement ou de virement, les délégations de crédits, les lettres d'avis d'ordonnancement, les pièces justificatives de dépenses et les ordres de recettes.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 Dhou El Hidja 1420 correspondant au 19 mars 2000.

Noureddine ZERHOUNI dit Yazid.

MINISTERE DE L'HABITAT

Arrêté interministériel du 17 Moharram 1421 correspondant au 22 avril 2000 portant révision des prix moyens de référence du m² applicables pour la cession des biens immobiliers du secteur public mis en exploitation avant le 1er janvier 1981.

Le ministre délégué au budget,

Le ministre de l'habitat,

Le ministre du commerce,

Vu la loi n° 81-01 du 7 février 1981, modifiée et complétée, portant cession des biens immobiliers à usage d'habitation, professionnel, commercial ou artisanal de l'Etat, des collectivités locales, des offices de promotion et de gestion immobilière et des entreprises, établissements et organismes publics ;

Vu le décret n° 88-70 du 22 mars 1988 modifiant et complétant le décret n° 81-97 du 16 mai 1981 fixant les modalités de détermination des prix de cession des locaux à usage d'habitation cessibles dans le cadre de la loi n° 81-01 du 7 février 1981, modifiée et complétée ;

Vu l'arrêté interministériel du 23 décembre 1991 portant révision des prix moyens de référence du m² applicables pour la cession des biens publics immobiliers mis en exploitation avant le 1er janvier 1981 ;

Arrêtent :

Article 1er. — Le présent arrêté a pour objet de réviser conformément aux dispositions de l'article 3 du décret n° 88-70 du 22 mars 1988 susvisé, les prix moyens de référence du m² applicables pour la cession des biens immobiliers du secteur public mis en exploitation avant le 1er janvier 1981.

Art. 2. — Le prix moyen de référence du m² visé à l'article 2 de l'arrêté interministériel du 23 décembre 1991 susvisé, est porté à :

— 3.480 DA le m² pour les locaux ayant plus de 7 ans d'âge au 31 décembre 1980 ;

— 4.180 DA le m² pour les locaux ayant moins de 7 ans d'âge au 31 décembre 1980.

Art. 3. — Le prix moyen de référence du m² de superficie de terrain visé à l'article 3 de l'arrêté interministériel du 23 décembre 1991 susvisé, est porté à 1.500 DA.

Art. 4. — Les postulants à l'acquisition ayant introduit leur demande avant la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire bénéficient de l'application des prix moyens de référence du m² en vigueur antérieurement à cette date.

Art. 5. — Les dispositions de l'arrêté interministériel du 23 décembre 1991 susvisé sont abrogées.

Art. 6. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 17 Moharram 1421 correspondant au 22 avril 2000.

Le ministre de l'habitat
Abdelkader BOUNEKRAF

Le ministre délégué
au budget
Ali BRAHITI

Le ministre du commerce
Mourad MEDELICI

Arrêté interministériel du 17 Moharram 1421 correspondant au 22 avril 2000 portant révision des prix de cession de référence du m² applicables pour la cession du patrimoine immobilier public mis en exploitation après le 1er janvier 1981.

Le ministre délégué au budget,

Le ministre de l'habitat,

Le ministre du commerce,

Vu la loi n° 81-01 du 7 février 1981, modifiée et complétée, portant cession des biens immobiliers à usage d'habitation, professionnel, commercial ou artisanal de l'Etat, des collectivités locales, des offices de promotion et de gestion immobilière et des entreprises, établissements et organismes publics ;

Vu le décret n° 88-71 du 22 mars 1988 fixant les conditions particulières applicables pour la cession du patrimoine immobilier public mis en exploitation après le 1er janvier 1981 ;

Vu l'arrêté interministériel du 2 avril 1988, modifié et complété, fixant les prix de cession de référence applicables pour la cession du patrimoine immobilier public mis en exploitation après le 1er janvier 1981 ;

Vu l'arrêté interministériel du 23 décembre 1991 portant révision des prix de cession de référence du m² applicables pour la cession de patrimoine immobilier public mis en exploitation après le 1er janvier 1981 et fixation du prix de cession de référence du m² applicable pour la cession du patrimoine immobilier public mis en exploitation au cours de l'année 1991 ;

Arrêtent :

Article 1er. — Le présent arrêté a pour objet de réviser, conformément aux dispositions de l'article 22 du décret n° 88-71 du 22 mars 1988 susvisé, les prix moyens de référence du m² applicables pour la cession des biens immobiliers du secteur public mis en exploitation après le 1er janvier 1981.

Art. 2. — Les prix de cession de référence du m² visés à l'article 2 de l'arrêté interministériel du 2 avril 1988, susvisé modifié et complété, sont modifiés et arrêtés comme suit :

| Année de mise en exploitation du local à céder | Prix de cession de référence au mètre carré (DA) |
|--|--|
| 1981 | 4.900 |
| 1982 | 5.220 |
| 1983 | 5.520 |
| 1984 | 5.860 |
| 1985 | 6.200 |
| 1986 | 6.560 |
| 1987 | 6.940 |
| 1988 | 7.330 |
| 1989 | 7.760 |
| 1990 | 8.220 |
| 1991 | 10.200 |
| du 1er janvier au 11 octobre 1992 | 11.480 |

Art. 3. — Les postulants à l'acquisition ayant introduit leur demande avant la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire bénéficient de l'application des prix moyens de référence du m² en vigueur antérieurement à cette date.

Art. 4. — Les dispositions de l'arrêté interministériel du 23 décembre 1991 susvisé sont abrogées.

Art. 5. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 17 Moharram 1421 correspondant au 22 avril 2000.

Le ministre de l'habitat Le ministre délégué au budget
Abdelkader BOUNEKRAF Ali BRAHITI
Le ministre du commerce
Mourad MEDELICI

**MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS,
DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE,
DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'URBANISME**

Arrêté du 20 Dhou El Hidja 1420 correspondant au 26 mars 2000 relatif au barème de location de matériel applicable aux parcs à matériels des directions des travaux publics.

Le ministre des travaux publics, de l'aménagement du territoire, de l'environnement et de l'urbanisme,

Vu le décret présidentiel n° 99-300 du 16 Ramadhan 1420 correspondant au 24 décembre 1999 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 96-70 du 7 Ramadhan 1416 correspondant au 27 janvier 1996 fixant les modalités de fonctionnement du compte spécial n° 301-005 intitulé "Parcs à matériels des directions des travaux publics" ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 4 du décret exécutif n° 96-70 du 7 Ramadhan 1416 correspondant au 27 janvier 1996 susvisé, les prix de location applicables aux parcs à matériels des directions des travaux publics sont ceux déterminés par le barème de location prévu à l'annexe I du présent arrêté.

Art. 2. — Les modalités d'application du barème de location prévu à l'article 1er ci-dessus sont définies à l'annexe II du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 20 Dhou El Hidja 1420 correspondant au 26 mars 2000.

Mohamed Ali BOUGHAZI.

ANNEXE I

TABLEAU : 1/3

Barème journalier de location de matériel applicable aux parcs à matériels des directions des travaux publics

| N° | DESIGNATION DU MATERIEL | PUISSANCE | CU/CAPAC DEBIT | AMORTIS- SEMENT (CJ) | | GROS ENTRETIEN (CJ') | | ENTRETIEN COURANT (EC) | | FRAIS GENERAUX (FG) | | TOTAL (PLJ) | | PVK=FFK | |
|----|---|------------|-------------------|----------------------------|------|----------------------------|------|------------------------------|------|---------------------------|-----|----------------|-------|---------|-----|
| | | | | NORD | SUD | NORD | SUD | NORD | SUD | NORD | SUD | NORD | SUD | NORD | SUD |
| 01 | Camion benne transporteur (4 x 2) | 85 CV | 2,5/3 T | 527 | 527 | 684 | 782 | 433 | 485 | 82 | 90 | 1726 | 1883 | 12 | 13 |
| 02 | Camion benne transporteur (4 x 2) | 130 CV | 6/8 T | 777 | 777 | 1262 | 1442 | 659 | 755 | 135 | 149 | 2833 | 3123 | 21 | 23 |
| 03 | Camion benne transporteur (4 x 2) | 250 CV | 10/11 T | 1271 | 1271 | 2065 | 2360 | 1003 | 1156 | 217 | 239 | 4556 | 5026 | 33 | 37 |
| 04 | Camion benne tout terrain (4 x 4) | 136 CV | 3/4 T | 3600 | 3600 | 7800 | 8914 | 1951 | 2225 | 668 | 737 | 14019 | 15476 | 103 | 117 |
| 05 | Camion citerne à carburant (4 x 2) | 250 CV | 10000/11000 L | 1597 | 1597 | 2595 | 2966 | 1168 | 1336 | 268 | 295 | 5629 | 6195 | 40 | 45 |
| 06 | Camion citerne à carburant tout terrain (6 x 4) | 230 CV | 5000/6000 L | 2762 | 2762 | 5984 | 6839 | 1966 | 2293 | 536 | 595 | 11247 | 12488 | 84 | 96 |
| 07 | Camion citerne à eau (4 x 2) | 85 CV | 3000 L | 588 | 588 | 764 | 874 | 449 | 503 | 90 | 98 | 1891 | 2063 | 13 | 14 |
| 08 | Camion citerne à eau (4 x 2) | 130 CV | 5000/6000 L | 799 | 799 | 1298 | 1483 | 667 | 763 | 138 | 152 | 2901 | 3197 | 21 | 24 |
| 09 | Camion citerne à eau (4 x 2) avec groupe | 250 CV | 10000/11000 L | 1515 | 1515 | 2461 | 2813 | 1083 | 1247 | 253 | 279 | 5312 | 5853 | 38 | 43 |
| 10 | Camion citerne à eau tout terrain (6 x 4) | 230 CV | 5000/6000 L | 2201 | 2201 | 4769 | 5450 | 1723 | 2015 | 435 | 483 | 9127 | 10150 | 69 | 78 |
| 11 | Semi-remorque porte-engin | — | 22/25 T | 1950 | 1950 | 3380 | 3863 | 915 | 1137 | 312 | 347 | 6557 | 7297 | 46 | 53 |
| 12 | Semi-remorque plateau | — | 22/25 T | 477 | 477 | 827 | 946 | 404 | 553 | 85 | 99 | 1795 | 2075 | 13 | 16 |
| 13 | Tracteur routier (4 x 2) selette 2° | 280 CV | 38 T | 1094 | 1094 | 1778 | 2032 | 1005 | 1150 | 194 | 214 | 4072 | 4490 | 30 | 33 |
| 14 | Tracteur routier (6 x 4) selette 3° 1/2 | 360 CV | 50/60 T | 1471 | 1471 | 2390 | 2731 | 1364 | 1589 | 261 | 290 | 5486 | 6080 | 40 | 45 |
| 15 | Véhicule léger berline (essence) | 5 à 7 CV | — | 246 | 246 | 426 | 487 | 291 | 311 | 48 | 52 | 1011 | 1096 | 8 | 9 |
| 16 | Véhicule léger berline (diesel) | 5 à 7 CV | — | 275 | 275 | 477 | 546 | 227 | 249 | 49 | 53 | 1029 | 1123 | 8 | 9 |
| 17 | Véhicule léger berline (essence) | Sup à 7 CV | — | 211 | 211 | 274 | 313 | 321 | 338 | 40 | 43 | 846 | 905 | 7 | 7 |
| 18 | Véhicule léger break (essence) | 5 à 7 CV | — | 246 | 246 | 426 | 487 | 291 | 311 | 48 | 52 | 1011 | 1096 | 8 | 9 |
| 19 | Véhicule léger break (diesel) | 5 à 7 CV | — | 275 | 275 | 477 | 546 | 227 | 249 | 49 | 53 | 1029 | 1123 | 8 | 9 |
| 20 | Véhicule léger break (essence) | Sup à 7 CV | — | 351 | 351 | 456 | 521 | 357 | 379 | 58 | 63 | 1223 | 1314 | 9 | 10 |
| 21 | Véhicule léger utilitaire (essence) | 5 à 7 CV | — | 284 | 284 | 418 | 477 | 290 | 309 | 50 | 53 | 1040 | 1123 | 8 | 9 |
| 22 | Véhicule léger utilitaire (diesel) | 5 à 7 CV | — | 332 | 332 | 488 | 558 | 230 | 251 | 52 | 57 | 1102 | 1198 | 8 | 9 |
| 23 | Véhicule léger utilitaire (essence) | Sup à 7 CV | — | 469 | 469 | 609 | 696 | 392 | 421 | 74 | 79 | 1544 | 1665 | 11 | 12 |
| 24 | Véhicule léger utilitaire (diesel) | Sup à 7 CV | — | 550 | 550 | 715 | 817 | 317 | 349 | 79 | 86 | 1662 | 1802 | 11 | 13 |
| 25 | Véhicule léger tout terrain (4 x 4) S.W. (4 cylindres) | 9 CV | — | 846 | 846 | 1466 | 1676 | 491 | 544 | 140 | 153 | 2943 | 3219 | 21 | 24 |
| 26 | Véhicule léger tout terrain (4 x 4) S.W. (6 cylindres) | 14 CV | — | 930 | 930 | 1612 | 1842 | 575 | 642 | 156 | 171 | 3272 | 3595 | 23 | 27 |

PLJ : Prix de location journalier pour 100 km parcourus dans la journée (CJ+CJ'+EC+FG)

PVK : Plus-value au kilomètre parcouru au-delà de 100 km par jour = frais de fonctionnement au kilomètre [(CJ'+EC)/100+FG]

TABLEAU : 2/3

ANNEXE I (Suite)

| N° | DESIGNATION DU MATERIEL | PUISSANCE | CU/CAPAC DEBIT | AMORTIS- SEMENT (CJ) | | GROS ENTRETIEN (CJ') | | ENTRETIEN COURANT (EC) | | FRAIS GENERAUX (FG) | | TOTAL (PLJ) | | PVK=FFH | |
|----|---|------------|-------------------|----------------------------|-------|----------------------------|-------|------------------------------|-------|---------------------------|------|----------------|-------|---------|------|
| | | | | NORD | SUD | NORD | SUD | NORD | SUD | NORD | SUD | NORD | SUD | NORD | SUD |
| 27 | Angledozer sur chenilles | 180 CV | — | 6395 | 6395 | 14780 | 17737 | 5776 | 6367 | 1348 | 1525 | 28300 | 32024 | 2699 | 3164 |
| 28 | Angledozer sur chenilles | 250 CV | — | 8441 | 8441 | 19507 | 23408 | 7661 | 8442 | 1780 | 2015 | 37389 | 42305 | 3566 | 4181 |
| 29 | Bulldozer sur pneus | 200/250 CV | — | 7500 | 7500 | 13867 | 16640 | 7739 | 8680 | 1455 | 1641 | 30561 | 34461 | 2836 | 3324 |
| 30 | Bulldozer sur pneus | 300/350 CV | — | 10050 | 10050 | 18581 | 22298 | 10876 | 12170 | 1975 | 2226 | 41483 | 46743 | 3867 | 4524 |
| 31 | Bétonnière tambour basculant | 8 CV | 440 L | 94 | 94 | 162 | 195 | 228 | 238 | 24 | 26 | 508 | 553 | 52 | 57 |
| 32 | Camion tout terrain (4 x 4) de déneigement | 136 CV | — | 3960 | 0 | 11440 | 0 | 3983 | 0 | 969 | 0 | 20352 | 0 | 2025 | 0 |
| 33 | Camion tout terrain (4 x 4) de désensablement | 136 CV | — | 0 | 3960 | 0 | 13728 | 0 | 4493 | 0 | 1109 | 0 | 23290 | 0 | 2392 |
| 34 | Chargeur sur pneus | 121 CV | 1900/3100 L | 2213 | 2213 | 4091 | 4909 | 3474 | 3798 | 489 | 546 | 10266 | 11466 | 993 | 1143 |
| 35 | Chariot élévateur | — | 2/3 T | 486 | 486 | 843 | 1012 | 752 | 796 | 104 | 115 | 2185 | 2409 | 210 | 238 |
| 36 | Citerne à carburant tractée tout terrain | — | 2000/3000 L | 295 | 295 | 213 | 256 | 63 | 82 | 29 | 32 | 600 | 665 | 37 | 45 |
| 37 | Citerne à eau tractée | — | 2000/3000 L | 23 | 23 | 17 | 20 | 21 | 31 | 3 | 4 | 64 | 78 | 5 | 7 |
| 38 | Citerne à eau tractée | — | 5000/6000 L | 38 | 38 | 27 | 33 | 23 | 34 | 4 | 5 | 93 | 110 | 7 | 9 |
| 39 | Citerne à eau tractée tout terrain | — | 2000/3000 L | 298 | 298 | 215 | 258 | 63 | 83 | 29 | 32 | 605 | 671 | 37 | 45 |
| 40 | Compresseur mobile | 44 CV | 2,41 m³/mn | 93 | 93 | 202 | 243 | 806 | 821 | 55 | 58 | 1157 | 1215 | 133 | 140 |
| 41 | Compresseur mobile | 64 CV | 4,53 m³/mn | 143 | 143 | 309 | 371 | 1204 | 1223 | 83 | 87 | 1739 | 1824 | 199 | 210 |
| 42 | Compresseur mobile | 81 CV | 7,08 m³/mn | 181 | 181 | 391 | 470 | 1502 | 1525 | 104 | 109 | 2178 | 2284 | 249 | 262 |
| 43 | Plaque vibrante | 4,5 CV | — | 55 | 55 | 144 | 172 | 182 | 188 | 19 | 21 | 400 | 436 | 43 | 48 |
| 44 | Dame sauteuse | 3 CV | — | 38 | 38 | 100 | 120 | 173 | 177 | 16 | 17 | 327 | 352 | 36 | 39 |
| 45 | Dumper basculeur de chantier | 12 CV | 1000 L | 182 | 182 | 252 | 303 | 400 | 445 | 42 | 46 | 876 | 976 | 86 | 99 |
| 46 | Dumper basculeur de chantier | 17 CV | 1300/1500 L | 198 | 198 | 274 | 329 | 498 | 545 | 49 | 54 | 1019 | 1125 | 102 | 115 |
| 47 | Ependeuse de liant tractée | 3,5 CV | 800 L | 77 | 77 | 221 | 265 | 169 | 194 | 23 | 27 | 490 | 562 | 52 | 61 |
| 48 | Groupe autonome de soudure | 180 A | — | 90 | 90 | 156 | 187 | 219 | 225 | 23 | 25 | 488 | 528 | 50 | 55 |
| 49 | Groupe autonome de soudure | 300 A | — | 210 | 210 | 364 | 437 | 355 | 369 | 46 | 51 | 975 | 1067 | 95 | 106 |
| 50 | Groupe électrogène | 10 KVA | — | 195 | 195 | 423 | 507 | 338 | 355 | 48 | 53 | 1004 | 1110 | 100 | 114 |
| 51 | Groupe électrogène | 45 KVA | — | 390 | 390 | 845 | 1014 | 921 | 955 | 108 | 118 | 2264 | 2477 | 232 | 259 |

PLJ : Prix de location journalier pour huit (8) heures de travail effectif du matériel (CJ+CJ'+EC+FG).

PVH : Plus-value horaire pour chaque heure travaillée au-delà de huit (8) heures travaillées dans la même journée.

FFH : Frais de fonctionnement horaire [(CJ'+EC)/8+FG] = plus-value horaire au-delà de huit (8) heures travaillées par jour.

NB : Le prix de la location doit être calculé d'après le nombre d'heures effectivement travaillées par le matériel dans la même journée.

TABLEAU : 3/3

ANNEXE I (Suite)

| N° | DESIGNATION DU MATERIEL | PUISSANCE | CU/CAPAC DEBIT | AMORTIS- SEMENT (CJ) | | GROS ENTRETIEN (CJ') | | ENTRETIEN COURANT (EC) | | FRAIS GENERAUX (FG) | | TOTAL (PLJ) | | PVK=FFH | |
|----|--|------------|-------------------|----------------------------|------|----------------------------|-------|------------------------------|------|---------------------------|------|----------------|-------|---------|------|
| | | | | NORD | SUD | NORD | SUD | NORD | SUD | NORD | SUD | NORD | SUD | NORD | SUD |
| 52 | Groupe moto pompe sur roue | — | 5/25 m³/h | 15 | 15 | 42 | 51 | 59 | 61 | 6 | 6 | 122 | 133 | 14 | 15 |
| 53 | Groupe moto pompe sur roue | — | 26/50 m³/h | 20 | 20 | 56 | 68 | 199 | 202 | 14 | 14 | 289 | 303 | 34 | 36 |
| 54 | Machine de marquage de chaussée/ Conducteur non porté | 6 CV | — | 235 | 235 | 543 | 651 | 317 | 349 | 55 | 62 | 1149 | 1297 | 113 | 132 |
| 55 | Machine de marquage de chaussée/ Conducteur porté | 45 CV | — | 1298 | 1298 | 3748 | 4498 | 1542 | 1714 | 329 | 375 | 6918 | 7885 | 695 | 816 |
| 56 | Niveleuse | 150/160 CV | — | 6895 | 6895 | 15934 | 19121 | 6217 | 7211 | 1452 | 1661 | 30499 | 34888 | 2908 | 3457 |
| 57 | Remorque agricole à benne | — | 5 T | 40 | 40 | 46 | 55 | 50 | 73 | 7 | 8 | 142 | 176 | 13 | 17 |
| 58 | Remorque agricole plateau | — | 5 T | 74 | 74 | 85 | 102 | 58 | 83 | 11 | 13 | 228 | 272 | 19 | 25 |
| 59 | Remorque porte rouleau | — | 2 T | 36 | 36 | 42 | 50 | 29 | 41 | 5 | 6 | 112 | 134 | 10 | 13 |
| 60 | Retrochargeur | 70/90 CV | — | 1286 | 1286 | 2674 | 3209 | 1674 | 1836 | 282 | 316 | 5915 | 6646 | 571 | 663 |
| 61 | Rouleau compacteur | 11,4 CV | — | 112 | 112 | 324 | 389 | 253 | 266 | 34 | 38 | 724 | 805 | 76 | 86 |
| 62 | Rouleau compacteur | 32 CV | — | 237 | 237 | 686 | 823 | 701 | 729 | 81 | 89 | 1705 | 1878 | 182 | 204 |
| 63 | Rouleau compacteur | 104 CV | — | 602 | 602 | 1739 | 2087 | 2287 | 2437 | 231 | 256 | 4860 | 5382 | 529 | 594 |
| 64 | Tracteur agricole | 65 CV | — | 255 | 255 | 552 | 662 | 1324 | 1391 | 107 | 115 | 2237 | 2423 | 247 | 270 |

PLJ : Prix de location journalier pour huit (8) heures de travail effectif du matériel (CJ+CJ'+EC+FG).

PVH : Plus-value horaire pour chaque heure travaillée au-delà de huit (8) heures travaillées dans la même journée.

FFH : Frais de fonctionnement horaire [(CJ'+EC)/8+FG] = plus-value horaire au-delà de huit (8) heures travaillées par jour.

NB : Le prix de la location doit être calculé d'après le nombre d'heures effectivement travaillées par le matériel dans la même journée.

ANNEXE II

MODALITES D'APPLICATION
DU BAREME DE LOCATION

A) Calcul du prix de location d'un matériel (PLJ) :

Le prix de location journalier (PLJ) est calculé sur la base des éléments constituant le coût d'utilisation du matériel selon la formule suivante :

$$PLJ = (CJ + CJ' + EC) + FG$$

Avec :

- PLJ = Prix de location journalier
- CJ = Charge journalière d'amortissement
- CJ' = Charge journalière de gros entretien (réparation)
- EC = Charge journalière d'entretien courant
- FG = Frais généraux représentant 5% du montant des charges facturées.

B) Location sous forme de mise à disposition du matériel :

B-1) **Matériel de transport** (location facturée à la journée de 100km) :

La location de ce type de matériel est facturée à la journée, quel que soit le nombre de kilomètres parcourus dans la journée jusqu'à 100km, selon la formule :

$$PLJ = (CJ + CJ' + EC) + FG$$

Au delà de 100 km parcourus dans la journée, tout kilomètre supplémentaire parcouru est facturé en sus, en appliquant la plus-value kilométrique (PVK) calculée selon la formule suivante :

$$PVK = \frac{CJ' + EC + FG}{100}$$

La plus value kilométrique est égale aux frais de fonctionnement au kilomètre (FFK).

En cas de non utilisation du matériel en état de marche pendant les jours ouvrables, seuls la charge d'amortissement et les frais généraux sont à facturer : (CJ + FG).

B-2) **Matériel autre que le matériel de transport** (location facturée à l'heure travaillée) :

Ce type de location permet une facturation des frais variables de fonctionnement (CJ' + EC) au *prorata* des heures d'utilisation effective du matériel pendant la journée.

La charge d'amortissement (CJ) est facturée à la journée (8 heures) tandis que les frais variables de fonctionnement (FF = CJ' + EC) sont facturés au *prorata* des heures travaillées.

En conséquence, le montant des frais variables de fonctionnement à l'heure (FFH) est calculé comme celui de la plus-value horaire (PVH) selon la formule suivante :

$$FFH = PVH = \frac{CJ' + EC + FG}{8 \text{ heures}}$$

Le montant de la location journalière sera donc égal à :

$$CJ + FG + (FFH \times \text{nombre d'heures travaillées}).$$

Les frais généraux (FG) indiqués dans cette formule ne représentent que 5% du montant de (CJ).

En cas de non utilisation du matériel en état de marche pendant les jours ouvrables, seuls la charge d'amortissement et les frais généraux sont à facturer : (CJ + FG).

ANNONCES ET COMMUNICATIONS

BANQUE D'ALGERIE

Règlement n° 2000-02 du 27 Dhou El Hidja 1420 correspondant au 2 avril 2000 modifiant et complétant le règlement n° 93-01 du 3 janvier 1993 fixant les conditions de constitution de banque et d'établissement financier et d'installation de succursale de banque et d'établissement financier étranger.

Le gouverneur de la Banque d'Algérie,

Vu l'ordonnance n° 75-59 du 26 septembre 1975, modifiée et complétée, portant code de commerce ;

Vu la loi n° 90-10 du 14 avril 1990, modifiée, relative à la monnaie et au crédit, notamment ses articles 44, 47, 91, 95, 114, 115, 126, 129, 130, 132, 136, 137, 139 et 140 ;

Vu le décret présidentiel du 28 Rabie El Aouel 1419 correspondant au 22 juillet 1998 portant renouvellement de la nomination du gouverneur de la Banque centrale d'Algérie ;

Vu les décrets présidentiels du 14 mai 1990 portant nomination de vice-gouverneurs de la Banque centrale d'Algérie ;

Vu le décret présidentiel du 17 Chaoual 1417 correspondant au 24 février 1997 portant nomination d'un troisième vice-gouverneur de la Banque d'Algérie ;

Vu le décret exécutif du 1er juillet 1991 portant désignation de membres titulaires et suppléants au Conseil de la monnaie et du crédit;

Vu le décret exécutif du 15 Safar 1417 correspondant au 1er juillet 1996 portant désignation d'un membre titulaire au Conseil de la monnaie et du crédit;

Vu le règlement n° 90-01 du 4 juillet 1990, modifié et complété, relatif au capital minimum des banques et établissements financiers ;

Vu le règlement n° 92-05 du 22 mars 1992 concernant les conditions que doivent remplir les fondateurs, dirigeants et représentants des banques et établissements financiers ;

Vu le règlement n° 93-01 du 3 janvier 1993 fixant les conditions de constitution de banque et d'établissement financier et d'installation de succursale de banque et d'établissement financier étranger ;

Vu le règlement n° 95-07 du 30 Rajab 1416 correspondant au 23 décembre 1995 modifiant et remplaçant le règlement n° 92-04 du 22 mars 1992 relatif au contrôle des changes ;

Promulgue le règlement dont la teneur suit :

Article 1er. — Le présent règlement a pour objet de modifier et de compléter le règlement n° 93-01 du 3 janvier 1993 fixant les conditions de constitution de banque et d'établissement financier et d'installation de succursale de banque et d'établissement financier étranger.

Art. 2. — *L'article 5* du règlement n° 93-01 du 3 janvier 1993 susvisé est modifié comme suit :

"Art. 5. — L'autorisation de constitution de banque ou d'établissement financier ou d'installation de succursale de banque ou d'établissement financier étranger est accordée au requérant, au plus tard, deux (2) mois après remise de tous les éléments et informations constitutifs du dossier visés aux articles 2 et 3 ci-dessus.

Elle prend effet à compter de la date de sa notification".

Art. 3. — *L'article 8* du règlement n° 93-01 du 3 janvier 1993 susvisé, est modifié comme suit :

"Art. 8. — La banque ou l'établissement financier ou la succursale d'une banque ou d'un établissement financier étranger qui a obtenu l'autorisation prévue à l'article 5 ci-dessus, est tenu de requérir auprès du gouverneur de la Banque d'Algérie l'agrément visé à l'article 137 de la loi n° 90-10 du 14 avril 1990 susvisée.

La demande d'agrément, appuyée des documents légalement et réglementairement requis, doit être adressée au gouverneur de la Banque d'Algérie, au plus tard, douze (12) mois à partir de la date de la notification de l'autorisation susvisée.

La nature des documents et le contenu des informations visés à l'alinéa précédent sont déterminés par une instruction de la Banque d'Algérie.

Avant l'obtention de l'agrément visé à l'alinéa 1er ci-dessus, il est interdit à la banque ou à l'établissement financier ou à la succursale de la banque ou de l'établissement financier étranger d'effectuer toute opération de banque".

Art. 4. — *L'article 9* du règlement n° 93-01 du 3 janvier 1993 susvisé, est modifié comme suit :

"Art. 9. — L'agrément est accordé par décision du gouverneur de la Banque d'Algérie dans la mesure où le requérant a rempli toutes les conditions de constitution ou d'installation, selon le cas, telles que déterminées par la législation et la réglementation en vigueur ainsi que les éventuelles conditions spéciales dont l'autorisation est assortie.

La décision d'agrément confère à son bénéficiaire la qualité d'intermédiaire agréé.

L'exercice des opérations de change et de commerce extérieur est, toutefois, subordonné à l'immatriculation par la direction générale des changes, dans les conditions prévues par le règlement n° 95-07 du 23 décembre 1995 susvisé".

Art. 5. — *L'article 10* du règlement n° 93-01 du 3 janvier 1993 susvisé, est modifié comme suit :

"Art. 10. — Toute modification des statuts portant sur l'objet ou le capital d'une banque ou d'un établissement financier intervenant avant ou après l'obtention de l'agrément doit être soumise au Conseil de la monnaie et du crédit et doit obéir aux mêmes conditions que celles définies aux articles 2 et 3 ci-dessus.

Les modifications relatives à la dotation en capital d'une succursale de banque ou d'un établissement financier étranger intervenant avant ou après l'obtention de l'agrément doivent être soumises au Conseil de la monnaie et du crédit et doivent obéir aux mêmes conditions que celles définies aux articles 2 et 3 ci-dessus. En outre, les modifications des statuts portant sur l'objet de leur maison mère ne sont exécutoires en Algérie qu'après leur approbation par le Conseil de la monnaie et du crédit".

Art. 6. — Le règlement n° 93-01 du 3 janvier 1993 susvisé, est complété par un *article 13 nouveau* ainsi rédigé :

"Art. 13. — La liste des membres du conseil d'administration ou du conseil de surveillance désignés par l'assemblée générale constitutive des banques ou des établissements financiers accompagnée de leur *curriculum vitae* doit être adressée au gouverneur de la Banque d'Algérie aux fins d'approbation.

La qualité de membre du conseil d'administration ou du conseil de surveillance doit être approuvée par le gouverneur de la Banque d'Algérie avant l'enregistrement des statuts.

Dans le cas où cette liste est modifiée avant ou après l'obtention de la décision d'agrément, la banque ou l'établissement financier doit, en application de l'article 139 de la loi n° 90-10 du 14 avril 1990 susvisée, solliciter l'approbation préalable du gouverneur de la Banque d'Algérie.

Les dispositions des alinéas 2 et 3 ci-dessus s'appliquent aux dirigeants des succursales de banques ou d'établissements financiers étrangers".

Art. 7. — Le règlement n° 93-01 du 3 janvier 1993 susvisé est complété par un *article 14 nouveau* ainsi rédigé :

"Art. 14. — La procédure visée à l'alinéa 1er de l'article 13 ci-dessus, s'applique au directeur général ou aux directeurs généraux non membre(s) du conseil d'administration, ainsi qu'aux membres du directoire".

Art. 8. — Le présent règlement sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 27 Dhou El Hidja 1420 correspondant au 2 avril 2000.

Abdelouahab KERAMANE.



**Décision n° 2000-02 du 25 Dhou El Hidja 1421
correspondant au 30 avril 2000 portant agrément
d'une banque.**

Le Gouverneur de la Banque d'Algérie,

Vu la loi n° 90-10 du 14 avril 1990, modifiée, relative à la monnaie et au crédit, notamment ses articles 44, 45, 110 à 114, 116 à 119, 125, 126, 128, 129, 132 à 137, 139, 140, 156, 161, 162, 166, 167 et 170;

Vu le décret présidentiel du 28 Rabie El Aouel 1419 correspondant au 22 juillet 1998 portant renouvellement de la nomination du Gouverneur de la Banque centrale d'Algérie;

Décide :

Article 1er. — En application des dispositions des articles 114 et 137 de la loi n° 90-10 du 14 avril 1990 susvisée, la "Banque générale méditerranéenne -SPA-" est agréée en qualité de Banque.

Le siège de la "Banque générale méditerranéenne -SPA-" est sis à l'hôtel El Aurassi - Bureau 13, niveau C Bd Frantz Fanon, Alger.

Ladite Banque est dotée d'un capital social d'un milliard de dinars (1.000.000.000 DA).

Art. 2. — La "Banque générale méditerranéenne -SPA-" est placée sous la responsabilité de MM. :

— Habib Ziane en qualité de président du conseil d'administration;

— Antoine Marot en qualité de directeur général.

Art. 3. — En application de l'article 114 de la loi n° 90-10 du 14 avril 1990 susvisée, la "Banque générale méditerranéenne -SPA-" peut effectuer toutes les opérations reconnues aux Banques.

Art. 4. — Le présent agrément peut faire l'objet d'un retrait :

— à la demande de la Banque ou d'office, conformément à l'article 140 de la loi n° 90-10 du 14 avril 1990 susvisée;

— pour les motifs énumérés à l'article 156 de la loi n° 90-10 du 14 avril 1990 susvisée.

Art. 5. — Toute modification de l'un des éléments constitutifs du dossier portant demande d'agrément doit être portée à la connaissance de la Banque d'Algérie.

Art. 6. — La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 25 Dhou El Hidja 1421 correspondant au 30 avril 2000.

Abdelouahab KERAMANE.